

N° 4464⁹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant

- création et organisation de la profession de géomètre officiel;
- création d'un ordre luxembourgeois des géomètres;
- modification de la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation du cadastre et de la topographie;
- modification de la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

* * *

AVIS DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(15.4.2002)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que la Commission de la Fonction publique vient d'examiner pour avis en date du 18 mars 2002 le projet de loi sous objet. Cet examen a concerné les dispositions du projet de loi relatives à la fonction publique et a eu lieu dans le cadre d'un échange de vues avec l'Association de la carrière moyenne de l'Administration du Cadastre et de la Topographie ainsi que d'une prise de position d'un délégué du Ministre des Finances,

Suite à cette réunion la Commission de la Fonction publique voudrait vous inviter à examiner une nouvelle fois la proposition d'amendement du projet de loi 4464 faite par M. le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative (cf. copie de la lettre en annexe), proposition qui a trouvé l'aval de la Commission de la Fonction publique parce que la disposition qui y figure permettra de résoudre aussi bien les problèmes concernant la carrière de l'ingénieur technicien que ceux relatifs à la carrière du rédacteur. La Commission voudrait également insister sur le fait qu'il s'agira uniquement d'une disposition transitoire. Au cas où le texte proposé par M. le Secrétaire d'Etat serait retenu, il y aurait toutefois lieu d'écrire: „... seront promus par dépassement des effectifs aux fonctions d'ingénieur technicien *inspecteur* principal ...“ et non pas „... ingénieur technicien principal ...“.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ

Président de la Chambre des Députés

*

ANNEXE

**DEPECHE DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME
ADMINISTRATIVE AU MINISTRE DU TRESOR ET DU BUDGET**

(27.11.2001)

Objet: Abolition de l'article 16ter de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat

Monsieur le Ministre,

Me référant à un courrier en date du 6 juillet dernier de l'Association représentant les fonctionnaires de la carrière moyenne de l'Administration du Cadastre et de la Topographie, et suite à une réunion que j'ai accordée à cette même Association le mois dernier, je me permets de vous faire connaître ma position relative au problème qui les préoccupe.

En 1987, l'article 16ter avait été introduit par une disposition modifiant la loi du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat au motif que „*suite à la création de la carrière de l'ingénieur technicien, bon nombre de rechniciens diplômés remplissant les conditions d'études requises, seront nommés dans la nouvelle carrière. Or, d'après l'article 14 de la loi sur l'harmonisation des possibilités d'avancement, les fonctionnaires ayant changé de carrière, continuent à être pris en considération pour la détermination de l'effectif total de la carrière. Appliquée à la carrière du technicien diplômé, cette disposition aurait pour conséquence un gonflement substantiel des emplois du cadre fermé. Le présent article aura pour but d'éviter cette conséquence peu souhaitable*“ (in projet de loi No 3068).

Cette disposition avait cependant perdu sa justification avec le temps et risquait alors de produire des effets non voulus par le législateur à l'époque de son adoption. Pour cette raison, lors du projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat pour 1998 de même que pour 2000, le Gouvernement avait proposé d'abroger l'article 16ter par voie d'amendement, refusé par le Conseil d'Etat pour les raisons connues.

Néanmoins c'est le Conseil d'Etat qui a proposé par après d'inclure cette abrogation à l'occasion de l'élaboration du projet de loi No 4464 relatif, entre autres, à la modification de la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation du Cadastre et de la Topographie.

Il se trouve maintenant que l'abrogation pure et simple de l'article 16ter ne permet pas de préserver à l'avenir tous les droits des agents concernés. C'est la raison pour laquelle je me permets de revenir encore une fois à cette problématique dans la mesure où le projet de loi No 4464 est actuellement soumis aux discussions de la Chambre des Députés, en vous suggérant d'inscrire à l'article 21 dudit projet une disposition transitoire ayant pour objectif de garantir à tous les fonctionnaires en question au moins la même expectative de carrière qu'à l'heure actuelle:

„Les fonctionnaires de la carrière moyenne de l'ingénieur technicien, du technicien diplômé et du rédacteur, visés par l'ancien article 16ter de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, seront promus par dépassement des effectifs aux fonctions d'ingénieur technicien principal, inspecteur technique principal ou inspecteur principal (grade 12) respectivement aux fonctions d'ingénieur technicien inspecteur principal premier en rang, inspecteur technique principal premier en rang ou inspecteur principal premier en rang (grade 13) au moment où leur collègue de rang égal ou immédiatement inférieur bénéficie d'une promotion au grade 12 respectivement au grade 13.“

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

*Pour le Ministre de la Fonction Publique
et de la Réforme Administrative,*

Joseph SCHAACK
Secrétaire d'Etat